

## TRADUZIONE SCRITTA DAL FRANCESE ALL'ITALIANO: TRACCIA N. 1

### **Le Néerlandais Mark Rutte prend les commandes d'une Otan sous pression.**

Au siège de l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), dans le nord-est de Bruxelles, quand arrive un nouveau secrétaire général, les militaires ironisent en se demandant s'il sera plutôt un «secrétaire» ou un «général». La réponse est entre les mains du Néerlandais Mark Rutte, qui prend ce mardi 1<sup>er</sup> octobre la succession du Norvégien Jens Stoltenberg, en poste depuis dix ans. A 57 ans, le vétéran des dirigeants européens, à la tête de gouvernements néerlandais pendant près de quatorze ans, arrive précédé d'une réputation de bâtisseur de consensus. Ce célibataire, qui allait travailler à vélo quand il était premier ministre, est apprécié pour ses rapports simples, directs et collégiaux. « On sent déjà un souffle nouveau», constate un diplomate européen. «Mark Rutte sait qu'il est le représentant d'une puissance moyenne et ne va pas se prendre pour le 'chef' de l'Otan. Les Etats membres n'apprécient guère que le secrétaire général cherche à se donner plus d'importance qu'eux», juge François Heishourg, conseiller spécial de la Fondation pour la recherche stratégique. Sous sa houlette, les Pays-Bas ont été très actifs dans le soutien à l'Ukraine, sans être va-t-en-guerre contre la Russie. C'est ce profil modéré qui a réuni un consensus parmi les 32 membres de l'Alliance, plus que ses concurrents halte, roumain ou danois pour le poste. Emmanuel Macron avait fixé comme condition que le nouveau patron de l'Otan soit issu de l'Union européenne. Cela devrait augurer une meilleure coordination entre l'organisation et la montée en puissance de la défense européenne. Il y a de quoi faire. Stoltenberg, «s'il ne l'a pas empêchée, n'en a jamais été un farouche partisan», note l'ex-diplomate Pierre Vimont. Dénonçant une inutile duplication entre les deux entités, il a récemment fustigé les velléités des Vingt-sept en la matière. «L'Union européenne ne peut pas défendre l'Europe. 80% des dépenses de défense de l'Otan viennent de partenaires non-membres de l'UE», cinglait le Norvégien, quelques jours avant de quitter son poste. Mathématiquement, il est vrai que, sans les États-Unis, l'Otan ne serait pas grand-chose. C'est là le premier défi qui attend Mark Rutte, dès le 5 novembre, date de l'élection présidentielle américaine. Un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche donne des sueurs froides aux Européens. Le candidat républicain n'a-t-il pas déclaré que Vladimir Poutine n'aurait pas tort d'envahir les pays qui ne respectent pas les 2 % du PIB d'investissements dans la défense fixés comme seuil par l'Otan il y a dix ans? La possibilité de son élection fait craindre à ses alliés un désengagement américain. «Le risque est à prendre au sérieux : il faut partir du principe que Trump est capable de faire ce qu'il dit», avertit François Heishourg. [...] L'Europe est loin d'être prête à faire face à un possible désengagement américain. «Trump n'est que la version extrême d'une tendance de fond aux États-Unis, qui sont plus tournés vers l'intérieur, plus préoccupés par la Chine, estime Camille Grand, ancien secrétaire général adjoint de l'Otan et expert à l'European Council on Foreign Relations. Le mieux que l'on puisse espérer, même avec une présidence de Kamala Harris, serait un maintien du niveau actuel d'engagement américain, avec des pressions pour que les Européens prennent davantage leur charge. » Une victoire de Donald Trump pourrait aussi fissurer la position de résistance à la Russie de Vladimir Poutine, notamment parmi les gouvernements dominés par dits partis populistes. Première mise à l'épreuve : la poursuite du soutien à l'Ukraine. L'Otan n'est pas directement partie prenante dans la guerre de résistance à l'agression russe qui se déroule sur le sol européen. L'essentiel du support vient directement des États-Unis et des Européens. Mais l'Otan peut faire partie de l'équation de sortie du conflit. « L'avenir de l'Ukraine est dans l'Otan », déclarait Jens Stoltenberg à l'Assemblée générale des Nations unies, la semaine dernière, devant Volodymyr Zelensky. En visite à Kiev, samedi, il réitérait sa conviction que l'Ukraine était « plus proche que jamais de l'Otan ». [...]

(*Le Figaro*, 1 octobre 2024)

## TRADUZIONE SCRITTA DAL FRANCESE ALL'ITALIANO: TRACCIA N. 2

### **L'Ukraine envisage de lever les restrictions sur l'exportation de drones.**

Des drones ukrainiens pourraient-ils bientôt se retrouver dans l'arsenal de la France, de l'Allemagne ou d'autres pays alliés de l'Ukraine ? C'est du moins ce que laissent entrevoir les dernières déclarations du président ukrainien alors que son gouvernement envisagerait actuellement de lever les restrictions sur les exportations de drones et de munitions téléoportées. « J'ai demandé au ministre de la Défense de réfléchir à ce que pourraient être les modèles d'exportation. Cette exportation ne devrait se faire que parmi les pays de Ramstein, des pays vers lesquels nous pouvons exporter, parce qu'ils nous ont aidés », a expliqué Volodymyr Zelensky, mi-octobre, au cours d'une interview à la télévision ukrainienne. Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle en février 2022, l'Ukraine a restreint l'exportation de matériel militaire à l'étranger, afin de s'assurer que l'industrie de défense du pays réponde en priorité aux besoins des forces armées. Cependant, si la mesure avait initialement permis à nombre d'entreprises de se développer grâce aux commandes passées par l'Etat, elle limiterait désormais le potentiel de croissance du secteur. Les capacités de production domestiques auraient en effet dépassé les capacités d'acquisition des forces armées ukrainiennes. Ces dernières pourraient rapporter jusqu'à 20 milliards de dollars, estime Oleksandr Marikovsky, député du parti Serviteur du peuple chargé du sous-comité parlementaire enquêtant sur les éventuelles réglementations en matière d'exportations de drones. Selon lui, leur interdiction risque même d'entraîner une fuite des cerveaux et une diminution des recettes fiscales. « La limitation la plus importante est d'ordre politique et non juridique, explique l'élu aux "Echos". [...] ». Pour Oleksandr Marikovsky, à l'heure actuelle, les demandes d'exportations effectuées par les entreprises ukrainiennes ne sont pas examinées, ou sont refusées au terme d'un long processus. « Pour quoi ? Parce que personne ne veut assumer la responsabilité. Tout d'abord, comment réagiront nos soldats si nous exportons des armes, alors qu'ils en réclament ? Et comment réagiront nos partenaires internationaux si nous exportons des armes, alors qu'Us nous en fournissent ? ». Autre préoccupation mentionnée tant par Oleksandr Marikovskyyi que par le président ukrainien au cours de son interview : la possibilité que des technologies ukrainiennes finissent entre les mains des Russes. « C'est très dangereux si nous exportons à quelqu'un, et qu'ensuite cela se retrouve peut-être en Russie », a déclaré Volodymyr Zelensky. Pour le député, ce risque pourrait cependant être diminué, voire écarté en interdisant la revente des technologies exportées à des pays tiers, et en limitant la vente de matériel militaire aux alliés de Kiev participant au groupe de contact sur la défense de l'Ukraine, ou groupe de Ramstein. [...] Au cours d'une conférence de presse à Bruxelles le 18 octobre, le ministre de la Défense ukrainien, Roustem Oumerov, avait assuré « entendre toujours lors des réunions que certains pays veulent acheter la production ukrainienne de missiles, de drones et d'autres produits pour eux-mêmes », ajoutant que son gouvernement n'excluait pas ces possibilités. La production annuelle de drones en Ukraine s'élèverait maintenant à 4 millions d'unités. [...] Le directeur général du groupe d'armement Rostec a expliqué devant les sénateurs de son pays qu'il pourrait devoir cesser d'exporter ses avions, des systèmes de défense aérienne et des navires, pour répondre aux besoins intérieurs liés à la guerre en Ukraine. Il avait déjà évoqué ces derniers mois les pénuries de main-d'œuvre créées par les commandes russes. Une critique à peine voilée de la politique de Moscou que relève le « Financial Times ». D'autant que le dirigeant dénonce aussi la forte inflation provoquée par le conflit et les taux d'intérêt rédhibitoires pour un industriel : « Si nous continuons à travailler de cette façon, la plupart des entreprises feront faillite », prévient-il. Selon le groupe de réflexion Stockholm International Peace Research Institute, les exportations d'armes russes ont chuté de plus de 60 % depuis le début du conflit.

(Les Echos, 25 octobre 2024)

### TRADUZIONE SCRITTA DAL FRANCESE ALL'ITALIANO: TRACCIA N. 3

#### **L'Ukraine, premier test pour la nouvelle relation transatlantique**

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche met fin à la parenthèse Biden et place les Européens devant leurs responsabilités stratégiques. Au lendemain d'élections qui donnent aux républicains une large marge de manœuvre pour appliquer leur programme, deux questions se posent. Les Européens peuvent-ils bâtir un nouveau modèle de sécurité pour leur continent? Et quel rôle souhaitent-ils jouer dans la compétition stratégique entre les Etats-Unis et la Chine? La réélection de Donald Trump oblige à accélérer une réflexion qui aurait dû être sérieusement lancée dès les années 2010. Sans alarmisme ni naïveté, les Européens doivent rapidement présenter des solutions politiques à ces deux défis. Donald Trump conçoit l'Alliance atlantique comme une organisation permettant aux alliés de bénéficier de la protection américaine pour leur propre sécurité à moindre coût. Les dépenses européennes en matière de défense seront un des sujets brûlants des premiers échanges transatlantiques. Plutôt que de céder à la tentation d'accords bilatéraux où chaque pays chercherait à «acheter» la protection américaine, l'Europe doit envisager une approche coordonnée par une rationalisation de sa base industrielle. C'est une priorité absolue, car elle ne peut plus se permettre de sous-traiter sa défense aux Etats-Unis. Le nouveau secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, et les autres leaders européens devront convaincre Trump que cette évolution peut être présentée comme une victoire politique aux Etats-Unis. En parallèle, la question ukrainienne sera cruciale pour la redéfinition de l'espace de sécurité européen. Elle sera aussi le premier test pour la relation transatlantique. Donald Trump s'est présenté à ses électeurs comme celui qui pourra éviter la troisième guerre mondiale. Il ne fait aucun doute qu'un accord avec Vladimir Poutine est une priorité absolue de son agenda de politique étrangère. La réponse européenne doit être triple: s'imposer dans les consultations; s'accorder sur les conditions qui ne doivent pas être sacrifiées dans le cadre d'un cessez-le-feu; et continuer à soutenir l'Ukraine, même en cas de conflit gelé, pour empêcher une nouvelle agression russe. Donald Trump voudra faire du futur de l'Ukraine un problème proprement européen, pour pouvoir se concentrer sur le Moyen-Orient et l'Indo-Pacifique. Pour autant, les Européens ne sont pas sans leviers économiques et diplomatiques pour le convaincre de l'intérêt d'une coordination politique avec eux. Il faut, pour cela, accepter d'entrer dans le jeu d'une relation transactionnelle avec Washington, et mettre dans la balance des sujets différents, dont la relation à la Chine. [...] Trump exigera un alignement des alliés sur trois points: d'abord, la condamnation des politiques de surproduction chinoises, qui créent une compétition injuste à ses yeux; ensuite, la dénonciation des actions déstabilisatrices de la Chine sur la scène internationale — souvent en soutien de la Russie et de l'Iran —, qui menacent la stabilité géopolitique en Europe, au Moyen-Orient et en Indo-Pacifique; enfin, l'acceptation que le marché chinois ne constitue plus une grande opportunité économique pour les entreprises européennes et américaines. [...] Si les Européens peuvent, en majorité, se retrouver sur les aspects géopolitiques, ils restent divisés dans leur rapport économique à la Chine. [...] Réussir à préserver un minimum d'unité en Europe constituera le plus grand défi dans les mois et les années à venir. [...] L'élection de Donald Trump offre aux Européens une opportunité de s'adapter aux nouvelles réalités géopolitiques et de compenser le recalibrage des priorités américaines: face au nationalisme économique exacerbé américain et à la politique d'endiguement de la Chine, il faut éviter le scénario d'une Europe déclassée et court-circuitée. La synchronisation d'une nouvelle administration américaine et d'une nouvelle Commission européenne offre une opportunité unique pour bâtir ensemble les priorités de l'agenda transatlantique pour les quatre années à venir. L'initiative et les idées devront venir de l'Europe, car elles ne viendront plus de Washington.

(*Le Monde*, 8 novembre 2024)